

505 LH 456 / 19

92hh

(1939, h1-h2)

9244

Subvention au Club Athlétique et Sportif
des Cheminots d'Oullins - Lyon (CASCOL)

Subvention pour 1939 (5.000 fr)	C.D.	13. 6.39	33	VI 2°
- 1940 (6.000 fr)(s)	C.A.	8. 1.41	-	VI
- 1941 (10.000 fr)(s)	C.A.	25. 2.42	26	VI
- 1942 (8.000)	C.A.	14.10.42	23	VII

L'affaire cesse d'être soumise au
Conseil, celui-ci ne connaissant plus
que les subventions supérieures à
10.000 fr (D.M. du 4.10.43) V. D. 9240

Voir D. 9244 : Subventions à diverses
- Sociétés sportives ou artistiques
de cheminots.

Subvention au Club Athlétique et Sportif des Cheminots d'Oullins - Lyon

Subvention au Club athlétique et sportif
des Cheminots d'Oullins-Lyon

Année 1942

C.A. 14.10.42 23 VII

14 octobre 1942

QUESTION VII - Subvention, pour 1942, à certaines sociétés
sportives et artistiques groupant les agents
de la S.N.C.F.

P.V. M. LE PRESIDENT rappelle que la S.N.C.F. accorde, chaque année, des subventions à diverses Sociétés sportives et artistiques groupant les agents de la S.N.C.F.

Il est proposé de fixer, pour 1942, le montant global de ces subventions à 264.500 fr, selon le détail donné dans la note. Ce chiffre est en augmentation de 10.000 fr environ sur celui de 1941, ce que justifient l'extension prise par certaines des Sociétés en cause et la hausse générale des prix.

Le Conseil approuve les propositions qui lui sont soumises.

Sténo p. 23

M. LE PRESIDENT - Le Conseil est appelé à fixer, pour 1942, les subventions qui sont accordées, chaque année, à certaines Sociétés sportives et artistiques groupant les agents de la SNCF.

Le montant global de ces subventions, dont le détail est donné dans la note, est à peu près le même que celui de l'année dernière, en légère augmentation toutefois de 10.000 fr : il est, en effet, de 264.500 fr. Cette augmentation a pour objet de tenir compte de l'extension de certaines de ces Sociétés, de la création de cours nouveaux, de la majoration des prix.

Le Conseil approuve ces subventions.

10 octobre 1942

SUBVENTIONS, POUR L'EXERCICE 1942
à certaines Sociétés sportives et artistiques
groupant les agents de la S.N.C.F.

Subvention au Club athlétique et sportif des Cheminots d'Oullins-Lyon
(C.A.S.C.C.L.)

La S.N.C.F. accorde, chaque année, aux Sociétés Sportives et Artistiques fondées par le personnel, en vue de l'utilisation de ses loisirs, des subventions dont le montant varie suivant l'importance de ces Sociétés et leur activité au cours de l'exercice considéré.

Il est proposé au Conseil d'accorder pour 1942 les subventions ci-après :

I - SOCIETES SPORTIVES

b) Groupements locaux

Les propositions sont résumées dans le tableau ci-dessous :

	SUBVENTIONS			
	accordées			proposées:
	en 1939	en 1940	en 1941	pour 1942
Club athlétique et sportif des cheminots d'Oullins-Lyon	5.000 fr	6.000 fr	10.000 fr	8.000 fr

Ce tableau fait apparaître au total une augmentation de 1.000 fr par rapport aux chiffres de 1941 qui résulte des modifications apportées aux subventions allouées, l'an dernier, aux quatre groupements suivants :

Club athlétique et sportif des cheminots d'Oullins-Lyon:

Ce groupement a bénéficié en 1941 d'une subvention exceptionnellement élevée pour compenser les dépenses particulières d'entretien

de ses installations.

.....
Toutes ces subventions sont possibles de la retenue réglementaire de 10%.

Elles seront imputées au Chapitre 1er du Compte d'Exploitation article 7, § 4, S/§ 2, où nous disposons d'une somme de 700.000 fr environ.

Le Directeur Général;
LE DESGÉRAIS.

Subvention au Club Athlétique et Sportif des
Cheminots d'Oullins-Lyon (CASCOL)

Subvention pour 1941

(s) C.A. 25. 2.42 26 VI

QUESTION VI - Subventions, pour 1941, à certaines Sociétés sportives et artistiques groupant les agents de la S.N.C.F.

P.V.

M. LE PRESIDENT rappelle que le montant des subventions accordées aux Sociétés sportives, artistiques et musicales s'était élevé à 221.500 fr en 1939. En 1940, ce chiffre avait été ramené à 158.900 fr pour tenir compte de la diminution de l'activité des Sociétés au cours de l'exercice.

Il est proposé, pour 1941, d'allouer des subventions s'élevant, au total, à 273.500 fr, à savoir :

- à concurrence de 252.000 fr, des subventions normales correspondant à l'activité des Sociétés. Ce chiffre, qui fait ressortir une augmentation de 10 % environ par rapport à celui de 1939, se justifie en raison de l'augmentation des dépenses de toute nature auxquelles lesdites Sociétés ont à faire face (matériels divers, frais de déplacement, etc);

- à concurrence de 21.500 fr, de subventions exceptionnelles à certaines d'entre elles pour les aider à remplacer les instruments et le matériel perdus ou endommagés au cours de la guerre.

La note donne le détail des sommes qui seraient attribuées à chacune des Sociétés.

Le Conseil approuve les propositions qui lui sont soumises.

Sténo p. 26

M. LE PRESIDENT - Les subventions accordées à ces différentes Sociétés s'élevaient à 221.500 fr en 1939 et à 158.000 fr en 1940, cet abaissement tenant compte de la diminution de l'activité des Sociétés sportives et artistiques au cours de cet exercice. Au contraire, en 1941, ces Sociétés ont fait un gros effort pour

reprendre leur activité normale; aussi est-il proposé d'accorder des subventions s'élevant, au total, à 373.500 fr. Ce chiffre comprend, d'une part, à concurrence de 252.000 fr, des subventions correspondant à l'activité normale de ces Sociétés, d'autre part, à concurrence de 21.500 fr, des subventions exceptionnelles. Le relèvement du montant des subventions normales, qui est d'environ 10 %, se justifie, dans l'ensemble, par la hausse des prix (achat d'instruments, frais de déplacement, fournitures sportives, frais d'organisation des terrains, etc....).

.....

Dans ces conditions, je vous propose d'approuver les propositions faites par le Service.

Le Conseil approuve ces propositions.

18 février 1942

Subventions, pour l'exercice 1941,
à certaines Sociétés sportives et artistiques groupant
les agents de la S.N.C.F.

(extrait du rapport au Conseil d'Administration)

Subvention au Club Athlétique et Sportif des Cheminots
d'Oullins-Lyon (C.A.S.C.O.L.)

La S.N.C.F. accorde, chaque année, aux Sociétés sportives et artistiques fondées par le personnel en vue de l'utilisation de ses loisirs des subventions dont le montant varie suivant l'importance de ces Sociétés et leur activité au cours de l'exercice considéré.

L'emploi des subventions est contrôlé par les Services de la S.N.C.F. qui, sans s'immiscer dans l'administration même des Sociétés, s'assurent que celles-ci utilisent les fonds versés en vue du développement de leur action dans le sens désiré.

Il est proposé au Conseil d'accorder, pour 1941, les subventions ci-après :

I - Sociétés sportives

.....

B - Groupements locaux

Un certain nombre de groupements locaux, dont les effectifs et l'activité sont importants, méritent un encouragement spécial en raison de leur rayonnement.

Nos propositions sont résumées dans le tableau ci-dessous :

.....

Subventions			
	accordées		proposées
			pour 1941
	en 1939	en 1940	
.....			
- Club Athlétique et sportif des Cheminots d'Oullins-Lyon	5.000	6.000	10.000
.....			

Ce tableau fait apparaître une augmentation sensible par rapport aux chiffres de 1939 et de 1940. Cette augmentation se justifie, d'une manière générale, par la hausse des prix qui s'est manifestée en matière d'équipements sportifs : C'est ainsi, pour donner un exemple, que le prix des ballons a sensiblement quintuplé.

Par ailleurs, la situation particulière de chacun des clubs doit être prise en considération.

6 Club athlétique et sportif des Cheminots d'Oullins-Lyon -
Ce club ne dispose en propre d'aucun terrain de sport appartenant au Chemin de fer et doit louer ceux qui lui sont nécessaires à des particuliers; or, le prix des locations est passé en moyenne de 2.800 fr en 1939 à 4.400 fr en 1941. Par ailleurs, cette Société a engagé, en 1941, 5.000 fr de dépenses pour l'entretien et l'amélioration des installations qu'elle a créées, en grande partie, par ses propres moyens.

Toutes ces subventions sont passibles de la retenue réglementaire de 10 %.

Elles seront imputées au Chapitre Ier du Compte d'Exploitation, art. 7, § 4 - s/§ 2 où nous disposons, en plus d'un crédit de 600.000 fr d'une somme de 140.000 fr provenant d'un solde créditeur du compte "Fonds de réserve pour Oeuvres Sociales".

Le Directeur Général : LE BESNERAIS.

Subvention au Club Athlétique et Sportif des
Chemânots d'Oullins-Lyon
(CASCOL)

Subvention pour 1940

C.A. 8. 1.41 - VI

8 janvier 1941

QUESTION VI - Subventions, pour 1940, aux Sociétés
sportives, artistiques, littéraires et
musicales groupant les agents de la
S.N.C.F.-

(s) Subvention à C.A.S.C.O.L.

P.V.

M. LE PRESIDENT précise que les propositions soumises au Conseil pour 1940 comportent certaines réductions par rapport aux chiffres des exercices antérieurs.

Mais ces réductions ont uniquement pour objet de tenir compte du fait que, par suite des événements, l'activité de plusieurs sociétés dont il s'agit s'est trouvée ralentie au cours de l'année 1940.

Cela ne préjuge en rien l'avenir et la question sera examinée pour 1941 avec le souci de permettre à chaque groupement de reprendre sa pleine activité dans la mesure où les circonstances le permettront.

.....

Après un échange de vues, le Conseil décide d'accorder, pour 1940, les subventions suivantes, sous réserve du prélèvement de 10 % :

I - Sociétés sportives

.....

- Club athlétique et sportif des cheminots
d'Oullins-Lyon 6.000 fr.

.....

Sténo

(rien dans la sténo en ce qu concerne C.A.S.C.O.L.)

Subvention au Club Athlétique et Sportif des
Cheminots d'Oullins-Lyon
(CASCOL)

Subvention pour 1939

C.D. 13. 6.39 33 VI 2°

Q. VI - Subventions (renouvellement de) :

2°) Au Club athlétique et sportif des cheminots d'Oullins-Lyon
(C.A.S.C.O.L.)

P.V.COURT

Le Comité approuve les propositions qui lui sont soumises.

STENO p.33

M. GRIMPRET..- Nous allons donc donner indéfiniment des subventions de cette nature ?

M. LE BESHERAIS..- Dans le cas présent, il s'agit de faciliter l'exécution de divers travaux sur le terrain de sports de ce club. Or, nous avons intérêt à aider les groupements sportifs de nos agents.

M. GOY..- Pendant que nos agents font du sport, ils ne vont pas au café.

M. GRIMPRET..- Pourquoi donnons-nous cette année une subvention de 16.000 fr ?

M. LE BESHERRAIS..- C'est pour permettre de terminer des aménagements indispensables.

M. GRIMPET..- Les devis ont été examinés ? A combien s'élève la dépense ?

M. LE BESHERRAIS..- La région a examiné les devis. ~~xxxxx~~
Quant à la dépense, elle s'élèvera à 16.523 fr. D'ailleurs, je puis vous fournir des renseignements complémentaires.

M. GRIMPET..- Pour une dépense qui atteindra 16.523 fr, nous donnons 16.000 moins 10%, c'est-à-dire que nous payons pour ainsi dire la totalité de cette dépense. Il suffirait que l'estimation ait été exagérée, pour que ce club en retire un boni.

M. LE BESHERRAIS..- Je n'ai pas vérifié moi-même cette estimation ; c'est la région qui s'en est chargée. Mais si vraiment l'estimation avait été exagérée, je m'opposerais à ce que nous accordions une subvention.

M. René MAYER..- Nous avons un grand intérêt à favoriser les clubs athlétiques et sportifs de nos agents, aussi j'estime que si, moyennant des subventions dont l'une, accordée en 1958, s'est élevée à 11.000 moins 10% et l'autre à 16.000 moins 10%, nous pouvons obtenir l'achèvement d'un stade fréquenté par 235 agents, la S.W.C.F. fait une opération avantageuse. On pourrait envisager de supprimer toutes les subventions de cette nature, mais nous serions conduits alors à prendre nous-mêmes à notre charge les dépenses d'aménagement de stades, car il en faut. Nous ne pouvons nous désintéresser de cette question; deux moyens sont à notre disposition : ou venir en aide, par une subvention, aux clubs locaux, ou nous charger nous-mêmes des dépenses.

M. AIGNON..- Je voudrais avoir la certitude que l'ensemble des cheminots est traité de la même manière et que ceux qui ne demandent rien sont aussi bien traités que ceux qui n'hésitent pas à demander des subventions.

Autrement dit,
/est-ce qu'il y a un programme général pour ces installations sportives ?

M. LE BESNERAIS..- Non. Mais j'ai donné des instructions verbales pour que l'on s'inquiète des besoins de chaque région, et qu'on ne fasse, si c'est nécessaire, des propositions. J'ai voulu éviter qu'en questionnant chacune des sociétés intéressées, nous ne suscitions leur convoitise et qu'elles nous demandent des subventions répondant à des besoins plus ou moins fondés.

M. TIBARD..- D'autant plus que ces besoins ne sont pas les mêmes partout.

M. LE BESNERRAIS. - Mais partout on se préoccupe d'aménager des terrains de sports, d'ailleurs de façon différente. Nous avons, dans certains cas, des terrains qui appartiennent à la Société Nationale, dans d'autres ce sont les sociétés sportives qui sont locataires, etc...

En ce qui concerne le devis établi pour le Club Athlétique d'Oullins, la région s'est bornée à m'en faire connaître le montant. Je peux faire vérifier l'estimation, si vous le jugez nécessaire.

M. GRIMPERT. - Les membres du Club ne versent-ils pas une cotisation ? Je crains qu'il n'en soit ainsi ici comme dans l'affaire de la " Santé de la Famille ", où le montant de notre subvention était supérieur au montant des cotisations.

M. René BAYER. - C'est le club qui a loué avec bail de longue durée le terrain sur lequel il a établi son stade.

M. LE BESNERRAIS. - Il assume aussi les dépenses de fonctionnement. Le loyer est de 2.825 fr.

M. GRIMPERT. - Quel est le montant des cotisations ?

M. LE BESNERRAIS. - Celles-ci s'élèvent à 3.500^f pour les membres actifs, et à 1.700 fr pour les membres honoraires.

M. COY. - D'ailleurs les grandes sociétés bancaires, industrielles ou commerciales font toutes des dépenses de cet ordre pour leurs agents.

M. LE BESNERRAIS. - L'Armée aussi.

M. COY. - C'est une question sociale et morale.

.....

M. LE BERNERAI..- D'ailleurs, si je n'ai pas étudié chaque affaire dans le détail, je puis affirmer cependant qu'elles sont approfondies sérieusement. Bien entendu, en scrutant les chiffres, on pourrait relever quelques éléments critiquables.

M. LE PRESIDENT..- La préoccupation essentielle de M. CHIMPRET est de s'assurer que les agents font eux-mêmes un effort financier.

M. ARON..- Ne pourrions-nous pas, ainsi que le fait l'Etat, contrôler les sociétés que nous subventionnons ? La Société Nationale pourrait se faire représenter dans le Conseil d'Administration ou le Comité de Direction des dites sociétés et surveiller leur gestion au point de vue financier.

M. LE BERNERAI..- Le président du club est le sous-chef des ateliers d'Oullins.

M. ARON..- ^{n'a} Mais il n'a aucun mandat comme représentant de la S.N.C.F.

M. LE PRESIDENT..- C'est un peu délicat de lui en donner un.

M. René MAYER..- Sans compter que cette mesure risque de se retourner contre nous.

M. ARON..- Comment ?

M. René MAYER..- Parce qu'à partir du moment où nous aurons accredité un représentant de la S.N.C.F. auprès de ces sociétés, s'il approuve leur gestion financière, nous serons tenus de combler le déficit s'il y en a un.

M. LE PRESIDENT.- L'idée d'instaurer un contrôle me séduit beaucoup en tant qu'ancien Premier Président de la Cour des Comptes, mais je reconnais que c'est assez délicat.

M. ARON.- Il n'en est pas moins vrai que nous sommes mal renseignés dans certains cas.

M. LE BESNERAIS.- Le Club Athlétique d'Oullins nous envoie chaque année un compte rendu détaillé de son activité.

L'essentiel est que nous soyons tenus au courant sans paraître nous immiscer dans la gestion.

M. GRIMPRET.- La note distribuée ne fait pas ressortir suffisamment la politique générale que nous suivons en matière d'encouragement au sport.

M. LE BESNERAIS.- Nous pratiquons une politique d'aide et d'encouragement, incitant nos agents au sport, notamment en secondant les Sociétés auxquelles ils participent. Les Sociétés nous rendent compte de leur activité. En somme, nous leur laissons une large initiative, tout en les surveillant et en les conseillant.

M. GRIMPRET.- Mais, au point de vue des subventions, quelle politique pratiquez-vous ?

M. LE BESNERAIS.- Ce serait dangereux de préciser trop nettement notre politique en matière de subvention. Mais, en principe, nous ne donnons de subventions qu'aux Sociétés qui nous donnent un droit de regard dans leur gestion. A titre d'exemple, je rappelle que, parmi les coopératives du Nord, il y en avait une ou deux qui avaient refusé de nous communiquer leurs comptes. Nous avons suspendu toute subvention. Au bout de deux ans, elles sont venues d'elles-mêmes nous rendre compte de leur gestion financières

M. ARON. - C'est ce droit de regard qu'il faut demander.

M. LE PRESIDENT. - Ce n'est d'ailleurs pas la même chose que d'avoir un délégué au sein du Conseil d'Administration.

M. ARON. - Il faut avoir aussi, comme principe, de ne rémunérer aucune des personnes qui s'occupent de ces Sociétés.

M. LE PRESIDENT. - J'insiste sur la question de responsabilité, car je me souviens qu'au moment où nous avons décidé d'accorder une subvention, (d'ailleurs importante - 500.000 fr) à l'Orphelinat des cheminots, qui dépend de la C.C.T., j'avais demandé et obtenu des dirigeants de cette Association que ~~xxxx~~ ses comptes nous soient communiqués. Vous m'avez alors objecté que c'était en prendre la responsabilité.

M. ARON. - Obtenir un droit de regard n'implique pas forcément qu'on prend la responsabilité d'une affaire.

M. LE PRESIDENT. - Il y a des précautions à prendre.

M. CRIMPEAT. - Je ne tiens pas du tout à voir tous les comptes de sociétés mutualistes de cheminots.

M. LE PRESIDENT. - Vous craignez qu'elles soient mal gérées ?

.....

M. CRIMPRET..- Je suis persuadé que, dans certains cas, il y a de graves abus.

M. LE PRESIDENT..- Ici, il ne s'agit pas de mutualité, mais de sports.

En définitive, le Comité est d'avis d'accorder ~~et~~
~~auxdits~~ la subvention sollicitée et de demander au
Directeur Général de suivre l'emploi des fonds.

M. CRIMPRET..- Pourquoi sommes-nous saisis ? N'est-ce pas de la compétence de la Région ?

M. LE BESSNERAIS..- Il s'agit d'une subvention supérieure à 5.000 fr et le Ministre des Travaux Publics nous a demandé de faire venir ces subventions au Comité, pour que le Commissaire du Gouvernement soit tenu au courant.

M. LE PRESIDENT..- S'il n'y a pas d'autre observation, la proposition est adoptée.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Comité de Direction

Séance du 13 juin 1939

VI - Subventions (renouvellement de)

2°) au Club Athlétique et Sportif des cheminotâ
d'Oullins-Lyon (C.A.S.C.O.L.)

Conformément aux dispositions
de la lettre ministérielle du 18
octobre 1938, dont il a été donné
copie le 2 décembre dernier, cette
affaire sera inscrite à un paragra-
phe spécial de l'ordre du jour de
la séance du Comité de Direction
du 13 juin 1939.

6 juin 1939

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS.

D.433294/2

le 6 juin 1939

Subvention de
16.000 f. à
une Société
sportive d'Agents.

RAPPORT AU COMITE DE DIRECTION

Le Club Athlétique et Sportif des Cheminots d'Oullins-Lyon (C.A.S.C.O.L) sollicite l'aide financière de la S.N.C.F. pour lui faciliter l'exécution de divers travaux sur son terrain de sports.

Cette Société groupe plus de 300 membres, dont 235 Agents et présente un réel intérêt pour la bonne utilisation des loisirs du personnel.

La Région ne disposant pas d'un emplacement suffisant dans les emprises du chemin de fer, le "C.A.S.C.O.L" a loué avec bail de longue durée, le terrain sur lequel il a établi son stade.

Une première subvention exceptionnelle de 11.000 f. (-10 %) lui a été accordée en 1938 en vue de l'exécution d'une partie des installations nécessaires.

Pour aider ce groupement à terminer les aménagements indispensables, j'ai l'honneur de proposer au Comité de Direction de lui accorder une nouvelle subvention exceptionnelle de 16.000 f. (-10 %).

Le Directeur Général

LE BESNERAIS